

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Public Works and Government Services Canada**  
**ATB Place North Tower**  
**10025 Jasper Ave./10025 ave. Jaspe**  
**5th floor/5e étage**  
**Edmonton**  
**Alberta**  
**T5J 1S6**  
**Bid Fax: (780) 497-3510**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada  
ATB Place North Tower  
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper  
5th floor/5e étage  
Edmonton  
Alberta  
T5J 1S6

<b>Title - Sujet</b> Food - Unprepared, Operation Nanook	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W8484-158232/A	<b>Date</b> 2014-07-16
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W8484-158232	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$EDM-017-10216
<b>File No. - N° de dossier</b> EDM-4-37048 (017)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2014-07-31</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Mountain Daylight Saving Time MDT
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Logan, Elizabeth	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> edm017
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (780)497-3956 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (780)497-3510
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE TBD IQALUIT NUNAVUT CANADA	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**TABLE DES MATIÈRES****PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Résumé
3. Comptes rendus

**PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentations des offres
3. Demandes de renseignements - Demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

**PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

1. Instructions pour la préparation des offres

**PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Base De Sélection

**PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

**PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT A.****OFFRE À COMMANDES**

1. Offre
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée de l'offre à commandes
4. Responsables
5. Utilisateurs désignés
6. Instrument de commande subséquente
7. Limites des commandes subséquentes
8. Ordre de priorité des documents
9. Attestations
10. Lois applicables

**B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée Du Contrat
4. Paiement
5. Instructions relatives à la facturation
6. Clauses du Guide CCUA

**Liste des annexes:**

- |           |  |
|-----------|--|
| Annexe A  | Besoins;   |
| Annexe B  | Document de travail, Base de paiement                          |
| 0Annexe C | Évaluation financière (à des fins d'évaluation uniquement)     |
| Annexe D  | Considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones |
| Annexe E  | Rapport D'Utilisation de L'Offre a Commandes                   |

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Introduction**

**1.1** La demande d'offres à commandes (DOC) est divisée en six parties plus les pièces jointes et les annexes.

Partie 1: Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;

Partie 2: Instructions à l'intention de l'offrant: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC.

Partie 3: Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;

Partie 4: Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon dont se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation des offres, les exigences relatives à la sécurité, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5: Attestations: comprend les attestations à fournir;

Partie 6 : 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent; et annexes:

Partie 6A: contient l'offre à commandes, y compris l'offre de l'offrant et les modalités applicables; and

Partie 6B: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

**1.2** Les annexes comprennent le besoin, les documents de travail – base de paiement, le évaluation financière, le Considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones, le Rapport d'utilisation de l'offre à commandes, le Certification du boeuf haché.

### **2. Résumé**

**2.** Demande d'offre permanente individuelle régionale pour la force opérationnelle interarmées (Nord) (FOIN) du ministère de la Défense nationale à Iqaluit, au Nunavut, pour l'approvisionnement de tous les produits alimentaires, sur une base « au besoin », en soutien aux activités des Forces armées canadiennes (FAC), selon les catégories figurant ci-dessous. Les rations nécessaires comprennent, sans s'y limiter : la viande, la volaille, le poisson, les produits laitiers, les œufs, les fruits et légumes (frais et congelés), les produits de pâtisserie, les huiles et graisses, les lards et shortenings, les condiments, les produits d'épicerie divers et les autres produits connexes, pour une période de deux (2) mois, estimée du 31 juillet 2014 au 30 septembre 2014.

**2.2** Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits et aux services canadiens.

**2.3** Cette acquisition est soumise à l'accord sur les revendications territoriales globale des Nunavut.

### **3. Compte rendu**

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande d'offres à commandes. Les offrants doivent en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de l'avis les informant des résultats de la demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

### **1. Instructions, clauses et conditions uniformisées**

**1.1** Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qu'on peut consulter à l'adresse <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/>. Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

**1.2** Le document 2006 (2012-03-02) Instructions uniformisées - Demande d'offres à commandes - Biens ou services - Besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi à la DOC et en fait partie intégrante.

### **1.3 Clauses du Guide des CCUA**

B3000T  
(2006-06-16)  
Produits équivalents

### **2. Soumission des offres**

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

Une fois l'offre a été complétée et soumise par télécopieur ou par courrier à l'Unité de réception des soumissions, une copie du document de travail (fichier Excel) doivent être envoyés, par e-mail, à l'adresse suivante:

WST.EDMFood@  
pwgsc.gc.ca

### **3. Demandes de renseignements – Demande d'offres à commandes**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes par écrit au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient inscrire le plus exactement possible l'article numéroté de la DOC auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils doivent présenter chacune de leurs questions de la façon la plus détaillée que possible pour permettre au Canada de fournir des réponses précises. Les demandes de renseignements techniques à caractère exclusif doivent porter clairement la mention " Exclusif " vis-à-vis de chaque élément visé. Les éléments portant la mention " Exclusif " seront traités comme tels, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas de caractère exclusif. Le cas échéant, le Canada pourra réviser les questions ou demander à l'offrant de le faire afin d'en éliminer le caractère exclusif et y répondra en transmettant une copie des réponses à tous les offrants. Il se peut que le Canada ne réponde pas aux demandes de renseignements présentées sous une forme ne permettant pas de les diffuser auprès de tous les offrants.

#### **4. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes, le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans les Territoires du Nord Ouest et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À son gré, l'offrant peut indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de son choix, sans que la validité de son offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de son choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que l'offrant accepte les lois applicables indiquées.

### **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

#### **1. Instructions pour la préparation des offres**

Le Canada demande aux offrants de présenter leur offre en différentes sections reliées, comme suit :

Section I            Offre financière (1 copie papier) et (1 copie électronique, fichier Excel, par e-mail) Section II            Considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones (1 copie papier) Section III            Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix ne doivent figurer que dans l'offre financière. Il ne doit être fait mention des prix dans aucune autre section de l'offre.

Le Canada demande aux offrants de suivre les instructions relatives à la présentation fournies ci-dessous dans la préparation de leur offre.

- a) Utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) Utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a diffusé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement - Politique d'achats écologiques.

(  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.htm> l).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants sont invités à :

- 1) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30% de matières recyclées et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

## **1.1 Section I Offre financière**

**1.1.1** Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe «B», Document de travail - Base de paiement, et l'annexe «C» d'évaluation financière. Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

### **1.1.2 Paiement par carte de crédit**

Le Canada demande que les offrants remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) ☐ Les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : VISA  
Master Card

- b) ☐ Les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

## **1.2 Section II Considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones**

**1.2.1** Cette section devrait démontrer clairement que vous allez utiliser des Nunavut citoyens et les entreprises, dans l'exécution du travail dans le cadre de ce projet.

**1.2.2** Les offrants d'achèvement de la certification conformément à l'annexe «D» est facultatif, mais une fois terminée, la certification doit accompagner l'offre.

## **1.3 Section III Attestations**

**1.3.1** Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **1. Procédures d'évaluation**

- a) Les offres reçues seront évaluées en fonction de la totalité du besoin énoncé dans la Demande d'offres à commandes.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si trois (3) offres ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, le processus d'évaluation ne s'appliquera qu'aux offres accompagnées d'une attestation valide, sinon, toutes les offres reçues seront évaluées. Si certaines des offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de trois offres recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des offres accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables ou sont retirées, alors toutes les autres offres reçues seront évaluées.

### **1.1 Critères obligatoires**

- (a) Les offrants doivent avoir la possibilité d'effectuer toute l'étendue du travail tel que décrit dans l'annexe «A» Exigence,
- (b) Les offrants doivent remplir l'annexe «B» Documents de travail - Base de paiement dans son intégralité;
- (c) Les offrants doivent avoir la capacité de fournir des prix à l'unité pour un minimum de quatre vingt dix pour cent (90%) des postes figurant dans huit (8) des neuf (9) listes de produits et un minimum de soixante dix pour cent (70%) des postes figurant dans une (1) des liste de produits visés à l'annexe «C» d'évaluation des finances publiques;

(d) Avant la délivrance d'une offre à commandes, une copie de la plus faible offrant publié la liste des prix en vigueur sur le vendredi 15 juin 2012, il sera demandé par l'autorité contractante, à des fins de vérification des prix. La liste de prix publiée doivent être soumis à l'autorité contractante dans les cinq (5) jours ouvrables de la demande. Si la liste de prix publiée n'est pas reçu dans le délai autorisé, l'offre sera considérée comme non conforme et sans aucune autre considération sera accordée; et

(e) Comme décrit dans l'annexe «D» Considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones, il ya un potentiel pour les prix de l'Offre évaluée, être réduit de jusqu'à 3% (à des fins d'évaluation uniquement). Bien que l'achèvement des opportunités Considérations autochtones est facultative, une fois achevé, les attestations doivent être fournies avec l'offre, pour permettre des réductions résultant à prendre en considération lors de l'évaluation.

## 1.2 Évaluation financière

1.2.1 Le prix de l'offre sera évaluée en dollars canadiens, les produits et les services ou la taxe de vente harmonisée est exclue, FOB, la destination, y compris tous les frais écologie, les dépôts, de livraison, de déchargement et les frais de carburant, droits de douane canadiens et la taxe d'accise inclus. Des surcharges supplémentaires ne sera pas acceptable.

1.2.2 Le prix total Offre globale sera calculée comme suit:

(a) Chaque prix unitaire sera multiplié par la quantité applicable pour la position de ligne individuelle pour obtenir un prix total prolongée;

(b) **Les prix unitaires doivent être en conformité avec la liste de l'initiateur de prix publiée en vigueur le vendredi 15 juin 2012, plus de la majoration ou moins le rabais le cas échéant.** Vérification des prix de l'initiateur sera effectué par l'autorité contractante avant la délivrance d'une offre à commandes. Dans le cas où il ya un écart entre le prix de la liste avant réduction ou de majoration et de la liste de prix publiée, la liste de prix publiée prévaudra et d'actualisation de réduction ou majoration sera appliquée au prix indiqué dans la liste de prix publiée;

(c) Dans le cas où l'initiateur offre un chaque prix pour une ligne substitué pas dûment incorporée dans un amendement, ou si un changement apporté à un poste de rendre l'évaluation des éléments comme impossibles, TPSGC aux fins d'évaluation seulement, d'éliminer les répercussions articles à partir du processus d'évaluation, articles mais touchés ne doit pas dépasser le pourcentage d'omissions admissibles conformément à la partie 4, 1.1 Critères obligatoires, (c). Si le nombre de postes touchés dépasser le pourcentage d'omissions admissibles conformément à la partie 4, 1.1 Critères obligatoires, (c), l'offre sera considérée comme non



conforme et sans aucune autre considération sera accordée;

(d) Le montant total des prix des articles étendus seront additionnés pour atteindre un prix d'offre total évalué, et

(d) Conformément à l'annexe «D» Examen Opportunités autochtone, les réductions (si applicable) serait appliqué.

### **1.3 Clauses du Guide des CCUA**

C9000T (2010-08-16) Prix

## **2. Base de sélection**

**2.1** Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et répondre à tous les critères d'évaluation obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre permanente.

### **2.2 Offre permanente**

La demande d'offre à commandes permettra la possibilité l'émission un (1) offre à commandes.

## **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

### **1. Attestations**

Les offrants doivent fournir les attestations requises pour se voir attribuer une offre à commandes. Le Canada déclarera une offre irrecevable si les attestations exigées ne sont pas remplies ni fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'attribution de l'offre à commandes) et après l'attribution de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les exigences en matière d'attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le fait de ne pas respecter les exigences en matière d'attestations ou de ne pas donner suite à la demande

-204de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

#### **1.1 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes**

Les attestations énumérées ci-dessous doivent être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en

informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

## **1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation**

### **1.2.1 Programme de contrats fédéraux – 200 000 \$ ou plus**

En vertu du Programme de contrats fédéraux (le PCF), certains offrants, y compris un fournisseur membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ et plus (incluant toutes les taxes applicables), doivent s'engager officiellement à mettre en œuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'offrant ou, dans les cas où l'offrant est une coentreprise, un membre de la coentreprise est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Si l'offrant n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (au 819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDC.

-220

L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise, le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF comme suit :

L'offrant ou le  
membre de la  
coentreprise

- a) ☐ n'est pas assujéti au PCF parce qu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, et/ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) ☐ n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c) ☐ est assujéti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel et/ou employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au

Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné des contrats de 200 000 \$ ou plus. Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;

d) ( ) est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

### **1.3 Attestation du contenu canadien**

#### **1.3.1 Attestation du contenu canadien**

Cet achat est conditionnellement limité  
aux produits

c  
a  
n  
a  
d  
i  
e  
n  
s  
.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande d'offres à commandes, les offrants reconnaissent que seules les offres accompagnées d'une attestation selon laquelle le ou les produits offerts sont des produits canadiens, au sens de la clause A3050T, peuvent être prises en considération.

Le fait de ne pas fournir cette attestation aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non canadiens.

L'offr  
ant

attest  
e  
:

( ) qu'au moins 80 p. 100 du prix total de l'offre correspond à des produits canadiens au sens du premier paragraphe de la clause A3050T.

Pour de plus amples renseignements sur la façon de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'annexe 3.6. (9), exemple 2, du Guide des approvisionnements.

**1.4      **Clauses du Guide des CCUA****  
A3050T (2010-01-11) Définition  
du contenu canadien

**PARTIE 6 – OFFRES À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT**

**SUBSÉQUENT A.      OFFRE À COMMANDES**

**1.      **Offre****

Les offrants offrent de répondre aux besoins conformément aux précisions données à l'annexe A.

**2.      **Clauses et conditions uniformisées****

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et dans les contrats subséquents par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

**2.1      **Conditions générales****

Le document 2005 (2012-03-02) Conditions générales – offres à commandes – biens ou services s'applique à la DOC et en fait partie intégrante.

**2.2      **Rapports d'utilisation périodique – Offre à commandes****

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services, ou les deux, fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats subséquents à l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données en conformité avec les exigences des rapports détaillés à l'annexe «E». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être donnée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ». Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des  
trimestres  
:

1<sup>er</sup> rapport : du 1<sup>er</sup> avril  
au 30 juin;  
2<sup>e</sup> report : du 1<sup>er</sup>  
juillet au 30  
septembre;

3<sup>e</sup> rapport : du 1<sup>er</sup>  
octobre au 31  
décembre;  
4<sup>e</sup> rapport : du 1<sup>er</sup>  
janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

### **3. Durée de l'offre à commandes**

#### **3.1 Période de l'offre à commandes**

La période pour faire des commandes subséquentes à l'offre à commandes est de  
estimées du  
31 Juillet  
2014 à  
24

septembr  
e 2014.

### **4. Responsables**

#### **4.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à  
commandes est :

Elizab  
eth

Loga  
n  
Spécialiste de  
l'approvisionnement  
Travaux publics et Services  
gouvernementaux Canada  
Approvisi  
onnement  
s  
Région  
de  
l'Ouest

5<sup>e</sup> étage, Place ATB, tour Nord  
10025, avenue Jasper  
Edmonton (Alberta) T5J 1S6

Téléphone : 780-497-3.956  
Télécopieur : 780-497-3510  
Courriel : [elizabeth.hogan@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:elizabeth.hogan@pwgsc-tpsgc.gc.ca)

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'établissement de l'offre à commandes, de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant

qu'autorité 0 contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passé0 es par tout utilisateur désigné.

#### 4.2 Responsable des achats

Le responsable des achats pour l'offre à commandes est : *(à déterminer au moment de l'attribution de l'offre à commandes)*

No  
m  
:

Tit  
re  
:

Or  
ga  
nis  
ati  
on  
:

A  
d  
r  
e  
s  
s  
e  
:

T  
0

él  
é  
p  
h  
o  
n  
e  
:

T  
él  
é  
c  
o  
pi  
e  
ur  
:

C

o  
u  
r  
r  
i  
e  
l

:

Le responsable des achats représente le ministère 0 ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu l'offre à commandes et résultant commandes. Il est responsable de la mise en oeuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du commandes. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le commandes avec le responsable des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'offre à commandes. Des changements à 0 l'offre à commandes peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au l'offre à commandes émise par l'autorité contractante.

0

#### 4.3 Représentant de l'offrant (doit être rempli par l'entrepreneur)

Nom : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Titre : Organisation :

A  
d  
r  
e  
s  
s  
e

:

-228 Téléphone :

\_\_\_\_\_ - \_\_\_\_\_ -

Télécopieur : \_\_\_\_\_

\_\_ - \_\_\_\_ - Courriel

:

#### 5. Utilisateurs désignés

-220

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes sont : (à déterminer au moment de l'attribution de l'offre à commandes).

#### 6. Instrument de commande

Les 0 travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés au moyen du formulaire PW GSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, ou un document électronique.

#### 7. Limitation des commandes 0 subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser  
60 000 \$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse, s'il y a lieu).

### **7.1 Montant minimum de chaque commande subséquente**

La plupart des commandes subséquentes passées en vertu de la présente offre à commandes auront un montant minimum de 200 \$ (taxe sur les produits et services incluse).

### **8. Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, le libellé du document qui apparaît en premier dans la liste l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas dans cette même liste.

- a. la commande subséquente à l'offre à commandes, y compris les annexes;
- b. les articles de l'offre à commandes;
- c. 2005 (2014-06-26), Conditions générales - Offres à commandes - Biens ou services;
- d. 2010A (2014-06-26), 0 Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- e. Annexe A
- 
- Besoins;
- f. Annexe B – Documents de travail
- Base de paiement;
- g. Annexe C – Évaluation financière (à des fins d'évaluation uniquement);
- h. Annexe D – Considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones;
- i. Annexe E – Rapport d'utilisation de l'offre à commandes;
- j. Annexe F – Carte de localisation du camp; et k. L'offre de l'offrant datée du \_\_\_\_\_.

### **9. Attestations**

#### **9.1 Conformité**

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de 0 résilier tout contrat subséquent pour défaut et d'annuler l'offre à commandes.

#### **9.2 Clauses du Guide des CCUA**



M3000C  
(2006-08-15) Listes de  
prix  
M3060C (2008-05-12) Attestation  
du contenu  
c  
a  
n  
a  
d  
i  
e  
n

**10. Lois applicables**  
-260

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes, le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans les Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

**B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

**1. Besoin**

L'entrepreneur doit fournir les articles 0 décrits dans la commande 0 subséquente à l'offre à commandes.

**2. Clauses et conditions uniformisées**

**2.1 Conditions générales**

Le document 2010A (2014-06-26) Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

L'article 16, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010A (2014-06-26) Conditions générales - biens (complexité moyenne) ne s'appliquera pas aux paiements faits par carte de crédit au point de vente.

**2.2 Clauses du Guide des CCUA**

A9006C (2012-07-16)  
Contrat 0 de défense  
A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces  
canadiennes

**3. Durée du contrat**

**3.1 Période du contrat**

Les travaux doivent être exécutés en conformité avec la commande subséquente à l'offre à commandes.

#### **4. Paiement**

##### **4.1 Modalités de paiement**

En contrepartie de l'exécution satisfaisante de toutes ses obligations aux termes du contrat, le titulaire du contrat se verra payer un prix ferme, comme spécifié dans l'appel sous les. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée ne s'applique pas.

Le Canada ne paiera pas le titulaire du contrat pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

##### **4.2 Limitation du prix**

Clause du Guide des CCUA C6000C (2011-05-16) -  
Limitation des prix

##### **4.3 Mode de paiement**

Clause du guide des CCUA H1000C (2008-05-12)  
Paiement unique

##### **4.4 Paiement par carte de crédit**

La carte de crédit suivante  
est acceptée :

.

O  
U

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : \_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ et

.

#### **5. Instructions relatives à la facturation**

**5.1** Le titulaire du contrat doit soumettre ses factures conformément à l'article « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux indiqués sur la facture soient complétés.

##### **5.2 Exigences liées à la facturation**

Une lettre de transport et une facture informatisée en trois (3) exemplaires, « un original et deux copies » doivent être remises au consignataire au moment de chaque livraison. Les factures manuscrites seront refusées. Le représentant du

consignataire vérifiera avec le représentant de l'offrant que tous les articles expédiés sont bien livrés, à l'aide de la lettre de transport fournie par l'offrant.

L'offrant doit s'assurer que toutes les factures sont conformes à l'établissement des prix en vigueur au moment de la commande, conformément à l'annexe B.  
Les factures doivent contenir les

renseignements suivants : Att. :      Nom du

demandeur Unités chef cuisinier, et Rank

Nom de l'unité de gestion des Forces canadiennes0  
Unité Adresse postale complète  
Code unité de surface et numéro de téléphone  
Nombre d'offre à commandes  
Nom de l'exercice

0 Achats MDN contrôle le numéro de facture  
Appelez-Up Numéro  
Numéro de contrôle des  
factures fournisseurs date  
de livraison

## 6.      **Clauses du Guide des CCUA**

B2005C (2007-05-25) estampillage de la0 qualité  
B3003C (2007-05-25) Catégorie de viande  
B7500C (2006-06-16) Marchandises excédentaires  
D0014C (2007-11-30) Li0 vraison de produits réfrigérés ou congelés  
D0018C (2007-11-30)  
Livraison et déchargement  
D3004C (2007-11-30) Genre 0 de transport  
D3007C (2007-11-30) Inspection et estampillage  
D5311C (2007-11-30) Droit d'accès et inspection de la viande  
G1005C (2008-05-12) Assurances

A  
N  
N  
E  
X

“

A  
”

B  
E  
S  
O

# I N

## 1. Besoin

Demande d'offre permanente individuelle régionale pour la force opérationnelle interarmées (Nord) (FOIN) du ministère de la Défense nationale à Iqaluit, au Nunavut, pour l'approvisionnement de tous les produits alimentaires, sur une base « au besoin », en soutien aux activités des Forces armées canadiennes (FAC), selon les catégories figurant ci-dessous. Les rations nécessaires comprennent, sans s'y limiter : la viande, la volaille, le poisson, les produits laitiers, les œufs, les fruits et légumes (frais et congelés), les produits de pâtisserie, les huiles et graisses, les lards et shortenings, les condiments, les produits d'épicerie divers et les autres produits connexes.

## 2. Exigences relatives à la livraison

### 2.1 Livraisons régulières (À REMPLIR PAR L'OFFRANT)

Pour les commandes régulières, la livraison devra être faite au plus tard \_\_\_\_\_ jours civils après l'acceptation d'une commande.

### 2.2 Livraisons d'urgence (À REMPLIR PAR L'OFFRANT)

Si une livraison d'urgence est requise, la livraison devra être faite au plus tard \_\_\_\_\_ heures après l'acceptation d'une commande.

### 2.3 Livraison (fenêtre)

Les heures de livraison doivent être déterminées au moment de la commande et doivent se situer hors des heures de pointe. Les heures de pointe sont définies comme suit : 8 h, 12 h et 17 h, +/- 1 heure.

### 2.4 Livraisons hors de la zone (Out of Area Delivery – OOAD)

Des livraisons à des unités des FC hors de la zone peuvent être requises à l'occasion pour soutenir des opérations des FAC se déroulant loin des casernes. Les coûts supplémentaires seront ajoutés au coût au de l'appel au moment de la commande en soulignant que les coûts supplémentaires seront payés au préalable par le fournisseur et que tous les frais d'expédition connexes figureront sur une ligne distincte de la facture. Des copies des reçus/factures d'expéditions en justification doivent être fournies à l'autorité d'appel avec la facture originale de l'offrant.

### 2.5 Ramassage des commandes

Les offrants doivent pouvoir faciliter le ramassage des commandes par des véhicules du gouvernement du Canada sur les lieux, au besoin.

## 3 Confirmation de disponibilité

L'offrant doit accuser réception de chaque commande et aviser le bureau demandeur dans les 24 heures de la réception pour ce qui est des manques, des annulations ou des empêchements possibles. Les produits non livrables doivent être portés immédiatement à l'attention de l'officier des services alimentaires ou de son représentant désigné. Celui-ci n'acceptera pas les ruptures de stock sans approbation préalable.

### Remarque : Différences et substitutions

Les substitutions d'articles seront rejetées sauf si une autorisation préalable de l'officier des services alimentaires de l'unité ou de son représentant désigné a été reçue par l'offrant.

Tous les emballages doivent arborer une « date d'emballage » ou une « date de péremption » clairement visible sur chaque boîte externe ou sur chaque article individuel.

### 3.1 Livraison de produits ne respectant pas les normes de qualité

Tout produit ne respectant pas les normes de qualité sera retourné au fournisseur (ouvert ou non) aux frais de ce dernier.

Le consignataire aura le droit de rejeter un produit au moment de la livraison et le fournisseur retirera le produit inacceptable (ouvert ou non ouvert) immédiatement à ses frais.

L'expédition répétée et continue de produits qui ne respectent pas les normes de qualité pourrait faire en sorte qu'aucune autre commande ne soit placée dans le cadre de l'offre permanente.

### **3.2 Rejets et manquements**

Une fois avisé du rejet d'un article ou d'un manquement en matière de quantité, le fournisseur remplacera tous les articles touchés dans un délai de vingt-quatre (24) heures.

Les officiers des services alimentaires auront le droit d'effectuer des inspections d'assurance de la qualité aux installations du fournisseur, s'il y a lieu, pour faciliter la livraison à temps ou le chargement et le déchargement du produit au point de livraison.

## **4. Normes de qualité**

### **4.1 Inspection**

Les sceaux de sécurité de tous les produits fournis et livrés doivent être intacts, sinon le produit sera rejeté. Tous les produits fournis et livrés doivent adhérer aux lois suivantes et à leurs règlements pertinents :

(a) *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*

*Loi sur les produits agricoles au Canada*

*Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*

*Loi sur l'inspection du poisson*

*Loi sur l'inspection des viandes*

*Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation* (relativement aux aliments)

*Loi sur les aliments et drogues* (relativement aux aliments)

(b) Tous les produits offerts doivent être conformes aux normes de l'Office des normes générales du Canada (ONGC) ou à la plus récente version disponible de la Liste des normes de produits (LNP) du ministère de la Défense nationale (MDN), comme suit :

i) Toutes les normes et directives de l'ONGC peuvent être consultées dans des bibliothèques de dépôt. Pour obtenir des renseignements sur les bibliothèques de dépôt dans le secteur de l'offrant, communiquez avec l'unité des ventes de l'ONGC, à :

Office des normes générales du Canada (ONGC), Gatineau, Canada  
K1A 1G6, téléphone : 819-956-0425 ou 1-800-665-2472  
Télécopieur : 819-956-5740

ii) La LNP du MDN est disponible par l'entremise du Directeur – Services d'alimentation 2, téléphone : 613-997 3886, QGDN/D Svc Alim 2, 101, promenade du Colonel-By (LSTL), Ottawa, Ontario

(c) Les produits « génériques » ou « sans nom » ne seront pas acceptés sans approbation préalable à l'expédition. Lorsqu'une marque nationale a été spécifiée, l'offrant fournira le

produit et le format tel que requis à moins qu'un substitut ait été approuvé avant l'expédition.

(d) « Canada de choix » est la cote minimale pour 0 les produits cotés.

(e) Aucune substitution relative aux emballages, aux contenants ou aux formats ne sera acceptée, y compris les quantités en caisse, à moins d'avoir été approuvée avant l'expédition.

(f) Bœuf haché

La certification suivante est requise pour chaque expédition de bœuf haché, signée par le représentant autorisé du fournisseur :

**« Attestation : la teneur en gras de l'expédition, conformément à la convention d'offre à commandes, a été analysée et ne dépasse pas 19 %. »**

#### **4.2 Assurance de la qualité**

Tout produit ne 0 respectant pas les normes de qualité ci-dessous sera retourné (0 ouvert ou non) aux frais de l'offrant. Donc :

Tous les produits de viande et de volaille doivent être transformés dans des usines inspectées en vertu de la *Loi sur l'inspection des viandes* et de ses règlements, et livrés depuis ces usines.

Tous les poissons et produits de la mer doivent être transformés dans des usines inspe0 ctées en vertu de la

*Loi sur l'inspection du poisson* et de ses règlements, et livrés depuis ces usines.

Les produits congelés doivent être surgelés séparément (« IQF ») et leur température intern0 e à la livraison ne doit pas dépasser moins 18 degrés Celsius. Ils doivent être livrés dans des véhicules réfrigérés et ne porter aucun signe de détérioration. Il doit y avoir moins de 90 jours entre la date de transformation d'un produit frais et la date de livraison d'un produit congelé.

Les produits congelés doivent être maintenus à une température maximale de -18°C. Le véhicule doit faire office de lieu d'entreposage provisoire entre les installations de l'entreprise et la destination ou le plus près possible raisonnablement conformément aux normes de l'industrie alimentaire canadienne (dernière édition) et d'une épicerie commerciale bien gérée.

Au moment de la livraison, la température interne des produits réfrigérés ne doit pas être supérieure à 4 degrés Celsius ni inférieure à 1 degré Celsius. Le véhicule doit faire office de lieu d'entreposage provisoire entre les installations de l'entreprise et la destination ou le plus près possible raisonnablement conformément aux normes de l'industrie alimentaire canadienne 0 nne (dernière édition) 0 et d'une épicerie commerciale bien gérée.

Les marchandises à 0 livrer doivent provenir de lots de production récente et comporter la dernière date de production possible. La durée de conservation ou la date de péremption doivent être clairement indiquées et bien en évidence, et toute condition influant sur la durée de conservation des produits doit être expressément communiquée au moment de la passation de la commande.

Tous les fruits et légumes congelés et en conserve doivent être classés conformément aux normes canadiennes et la classification des produits livrés doit être égale ou supérieure à celle demandée au moment de la commande.

Les spécifications de l'Office des normes générales du Canada ou de la Liste des normes de produits (ONGC/LNP) doivent être respectées lorsque cette condition 0 est précisée.

L'inspection finale et l'Acceptation du produit relèvent uniquement du consignataire au point de destination. Aucun produit fourni ne doit présenter de signes de dégradation, de détérioration, de salissure ou de dégâts causés par des rongeurs ou des insectes.

#### **4.3 Poisson – Estampillage de la qualité (B2005C - 2007-05-25)**

Le poisson doit être préparé et emballé dans un établissement approuvé par le ministère des Pêches et des Océans conformément aux règlements et à la *Loi sur l'inspection du poisson*, L.R., 1985, ch. F-12, et porter les mentions suivantes :

(a) Le poisson frais doit porter la mention « Préparé sous la surveillance du gouvernement » ou «

Inspection officielle – Canada » à l'intérieur d'un dessin au trait d'une feuille d'érable sur les emballages, les encartages, les contenants ou les caisses.

(b) Le poisson congelé doit porter la mention « Inspection officielle – Canada » à l'intérieur d'un dessin au trait d'une feuille d'érable sur les emballages, ou les contenants, ou, si pratiquement possible, sur le poisson entier.

#### **4.4 Pain et produits de boulangerie**

Les fournisseurs de pain et de produits de boulangerie doivent faire l'objet d'inspections régulières de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou de son équivalent provincial/territorial.

#### **4.5 Produits laitiers**

1) Les sacs de polyéthylène doivent être exempts de contamination.

2) Tous les produits de crème glacée doivent être complètement gelés à leur arrivée à destination.

#### **4.6 Emballage – Œufs**

Il faut utiliser au minimum des boîtes de carton résistantes à l'éclatement, approuvées par la CCL, et scellées avec du ruban métallique ou de nylon de type « Scotch Brand », ou l'équivalent.

#### **4.7 Fruits et légumes frais**

Tous les fruits et légumes frais doivent respecter les conditions et les exigences en matière de livraison de l'édition actuelle de la norme 32.250M de l'ONGC. Tous les fruits et légumes doivent satisfaire aux exigences en matière de catégorie et aux autres dispositions de la *Loi sur les produits agricoles au Canada* et au *Règlement sur les fruits et les légumes frais*. Les fruits et légumes doivent être de la variété, ou posséder des caractéristiques semblables à cette variété, établie pour la catégorie visée en vertu du Règlement sur les fruits et les légumes frais. Les fruits et légumes doivent être propres, intacts, sans moisissure, frais et sans signes de perte d'humidité (flétris, ratatinés ou mous), de dommages liés à l'humidité ou à la congélation, ou de brûlures par le soleil. Les fruits et légumes doivent être pratiquement exempts de matières étrangères, de changements de couleur ou de dommages causés par des insectes, des vers, des maladies, la pourriture, la surmaturité, la grêle ou un facteur mécanique ou autre. Les fruits et légumes doivent être livrés à un niveau de maturité approprié et emballés de façon à ce qu'ils arrivent à la destination en bon état et au niveau de maturité spécifié. Aucun fruit ni légume ne doit être mis sur glace, à l'exception du brocoli, du persil et de l'oignon vert.

#### **4.8 Fruits – Surgelés**

En plus de satisfaire aux exigences de l'édition actuelle de la norme 32.254M de l'ONGC, les fruits congelés doivent être conformes aux dispositions pertinentes de la *Loi sur les*

*aliments et drogues* et de son Règlement, de la *Loi sur les produits agricoles au Canada* et du *Règlement sur les produits transformés* (ne pas excéder 16,6 kg par caisse).

#### 4.9 Légumes et produits végétaux – Surgelés

En plus de répondre aux exigences de l'édition actuelle de la norme 32.254M de l'ONGC, les légumes et produits végétaux congelés doivent être conformes aux dispositions pertinentes de la *Loi sur les aliments et drogues* et de son Règlement, de la *Loi sur les produits agricoles au Canada* et du *Règlement sur les produits transformés* (ne pas excéder 13,3 kg par caisse).

#### 4.10 Catégories de viande

Si la catégorie de la viande commandée n'est pas disponible pour livraison, l'entrepreneur doit fournir en remplacement une catégorie supérieure, et ce, sans frais supplémentaires.

La catégorie minimale requise pour le bœuf est « AA ». Pour toutes les autres viandes, la catégorie minimale requise est « A ».

#### 4.11 Livraison de produits réfrigérés ou congelés

Les produits réfrigérés ou congelés doivent être livrés conformément aux normes de l'Agence canadienne d'inspections des aliments qui stipulent que **les produits congelés doivent être maintenus à une température inférieure ou égale à -18°C et que les produits réfrigérés doivent être maintenus à une température qui ne dépasse pas 4°C et qui n'est pas inférieure à 1°C jusqu'à leur livraison**. Tous les produits congelés ou frais qui doivent être conservés en milieu réfrigéré doivent être livrés dans des véhicules réfrigérés et ils ne doivent porter aucun signe de détérioration. Il doit y avoir moins de 90 jours entre la date de transformation d'un produit frais et la date de livraison d'un produit congelé. Le véhicule doit faire office de lieu d'entreposage provisoire entre les installations de l'entreprise et la destination ou le plus près possible raisonnablement conformément aux normes de l'industrie alimentaire canadienne (dernière édition) et d'une épicerie commerciale bien gérée.

#### 4.12 Inspection et estampillage

L'entrepreneur doit s'assurer que les inspecteurs de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) ont inspecté toute viande et tous les produits de la viande, la volaille et les produits de la volaille, le saindoux, les graisses culinaires et les margarines contenant des graisses animales et les soupes qui contiennent des ingrédients d'origine animale et que ceux-ci sont apposés de l'estampille « Inspecté par l'ACIA pour le GC » sur ces produits avant l'expédition.

L'entrepreneur doit prendre les mesures pour assurer la livraison de ces produits au destinataire soit à partir d'un établissement agréé en vertu de la *Loi sur l'inspection des viandes*, 1985, ch. 25 (1er suppl.), et de son règlement d'application soit à partir d'un exploitant de distribution alimentaire qui a acheté les produits auprès d'un tel établissement agréé.

L'entrepreneur ne doit pas modifier ou transformer davantage toute viande ou tout autre produit qui a fait l'objet d'une inspection par les inspecteurs de l'ACIA et ne doit permettre à aucun exploitant de distribution alimentaire de le faire.

#### 4.13 Droit d'accès et inspection de la viande



Après que la transformation finale est terminée à une usine ayant fait l'objet d'une inspection fédérale, l'entrepreneur ne doit pas modifier, transformer ou reconditionner toute viande inspectée et approuvée par l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

Sans limiter les droits du Canada à l'accès et à l'inspection de la viande prévus au contrat, le responsable de l'inspection ou son représentant désigné doit avoir accès aux locaux d'entreposage et de réfrigération des installations de l'entrepreneur en tout temps durant l'exécution du contrat afin d'inspecter le conditionnement et, le cas échéant, la transformation de la viande. L'entrepreneur doit fournir toute aide raisonnable au responsable de l'inspection ou à son représentant désigné et toute l'information que le responsable de l'inspection ou son représentant désigné peut exiger au sujet de la préparation, du conditionnement et de la qualité de la viande.

## **5.0 0 CODE DE PRATIQUE – NORMES EN MATIÈRE DE LIVRAISON**

1. Construction : La composante des produits alimentaires de viande du véhicule et son équilibrage doivent être conçus et faits de matériaux qui protégeront adéquatement le genre de produit carné qu'ils transportent.

2. Entretien : La structure de cet équipement doit être entretenue de façon à prévenir la contamination d'un produit carné par une matière étrangère indésirable, comme la poussière, les débris, les insectes, etc.

3. Désinfection : L'équipement doit être sujet à des procédures de nettoyage et de désinfection qui assureront que l'environnement prévient l'exposition des produits carnés aux éléments et aux facteurs hostiles à l'intégrité du produit.

4. Température : des mécanismes de régulation de température doivent être en place et leur efficacité aux fins voulues doit être démontrée. Les températures de réfrigération exigées sont les suivantes :

a. Produits carnés surgelés : la température ambiante de la composante des produits alimentaires de viande du véhicule doit assurer que les produits ne seront pas décongelés, en tenant compte de la température extérieure et du temps nécessaire pour leur transport.

b. Produits carnés frais : la température ambiante de la composante des produits alimentaires de viande du véhicule doit assurer que les produits ne seront pas exposés à la prolifération de bactéries pathogènes et que leur qualité est préservée.

c. Installations de transfert : Des installations sanitaires propres sont nécessaires lorsque les produits alimentaires carnés sont transférés d'un véhicule à un autre. Le produit doit être protégé des influences extérieures indésirables, comme les intempéries, la poussière, les mouches, etc. Des installations d'entreposage réfrigérées sont nécessaires à l'endroit où le produit est déchargé et attend son transfert à un autre véhicule. L'équipement doit fournir les températures qui respectent les objectifs formulés dans les points 4a et 4b.

NOTA : Des installations d'entreposage réfrigérées sont nécessaires à l'endroit où le produit est déchargé et attend son transfert à un autre véhicule. L'équipement doit fournir les températures qui respectent les objectifs formulés dans les exigences en matière de livraison et d'emballage (section 6.0 de l'annexe A).

5. Responsabilités de l'expéditeur : Il incombe à l'expéditeur de s'assurer de ce qui suit :

- a. Les produits alimentaires carnés sont conservés aux bonnes températures de réfrigération en attendant d'être chargés sur le véhicule pour l'expédition.
- b. Les produits carnés sont bien emballés ou conditionnés, de façon à être protégés des influences de la contamination extérieure. Les quartiers et les demi-carcasses suspendues peuvent être exemptés si l'équilibrage de la cargaison ne le met pas à risque.
- c. Les produits alimentaires carnés ne peuvent être chargés sur un véhicule qui, en raison de son état, de la marchandise qu'il contient ou parce qu'il n'est pas désinfecté, poserait un risque pour ces produits.
- d. Lorsqu'il y a des lacunes, comme elles sont mentionnées au point 5c, lesdites lacunes doivent être signalées au responsable de la réglementation ayant juridiction sur ces questions.

6. Responsabilités du transporteur : Il incombe au transporteur de s'assurer que son véhicule puisse faire office de lieu d'entreposage provisoire entre les installations de l'entreprise et la destination ou le plus près possible raisonnablement conformément aux normes de l'industrie alimentaire canadienne (dernière édition) et de ce qui suit :

- a. Son véhicule est conforme aux lignes directrices établies sous les points couverts relativement à la construction, l'entretien, la désinfection et les températures.
- b. Les produits alimentaires carnés transportés par le véhicule sont protégés au cours du transport des autres produits qui pourraient être transportés en même temps.
- c. Ses employés disposent de vêtements propres et qu'ils utilisent en manipulant les produits alimentaires carnés déballés.
- d. Ses employés qui participent au transport, à la manutention et au déchargement des produits carnés sont bien formés pour le faire et assument leurs responsabilités dans la manutention hygiénique de ces produits.
- e. Les produits alimentaires carnés qui ne sont pas bien réfrigérés, enveloppés ou conditionnés seront refusés comme marchandise.
- f. Lorsqu'il y a des lacunes, comme elles sont mentionnées au point 6e, lesdites lacunes doivent être signalées au responsable de la réglementation ayant juridiction sur ces questions.

7. Interdiction : les produits alimentaires carnés frais et congelés ne doivent pas être transportés dans les véhicules qui servent au transport d'animaux vivants, de pesticides, d'herbicides ou d'autres matières toxiques.

## 5.1 CODE PRATIQUE POUR LA VIANDE – TRANSPORT DES PRODUITS CARNÉS

1. Les véhicules qui servent au transport de produits carnés doivent être considérés comme un prolongement des locaux de l'établissement. Ainsi, il est important que son environnement ne pose pas de risque pour l'intégrité des produits carnés qu'ils contiennent. Le véhicule doit servir d'installation d'entreposage provisoire de l'établissement au point de destination.

2. Les normes de construction, d'entretien, de désinfection et de réfrigération et les pratiques de manutention doivent correspondre, d'aussi près qu'il est raisonnablement possible, aux normes que doit respecter un établissement de transformation de la viande bien exploité.

3. Le personnel compétent chargé de la réglementation doit être assigné à la surveillance de cet aspect de la transformation de la viande. Il doit également être habilité à interdire l'utilisation de véhicules insatisfaisants et à détenir les produits carnés transportés dans ces véhicules ou qui sont sujets à des abus, par exemple la décongélation ou la contamination, au cours du transport, avant que d'autres mesures soient prises.

NOTA : Des installations d'entreposage réfrigérées sont nécessaires à l'endroit où le produit est déchargé et attend son transfert à un autre véhicule. L'équipement doit fournir les températures qui respectent les objectifs formulés dans les exigences en matière de livraison et d'emballage (section 6.0 de l'annexe A).

## **6.0 LIVRAISON / EMBALLAGE**

### **6.1 Livraison et déchargement**

1. Les camions de livraison doivent être munis d'un dispositif permettant d'effectuer le déchargement dans les endroits dépourvus d'installation de déchargement hydraulique, fixe ou autre.

0

2. Au moment des livraisons, il doit y avoir un nombre d'employés suffisant pour décharger tous les types de véhicules sans l'aide des employés du gouvernement fédéral.

3. À certains endroits, les camions de livraison doivent être déchargés lorsqu'ils sont stationnés en bordure du trottoir. Lorsque le matériel est déposé sur le trottoir, il doit être placé à proximité de l'entrée désignée pour que le personnel de l'endroit puisse le transporter facilement à l'aide de l'équipement de manutention mécanique.

### **6.2 Type de transport**

La livraison doit se faire par transport réfrigéré. L'échelle des températures acceptables est de 1,5 °C à 4 °C (35 °F à 40 °F).

Les véhicules qui servent au transport de produits carnés doivent être considérés comme un prolongement des locaux de l'établissement. Ainsi, il est important que son environnement ne pose pas de risque pour l'intégrité des produits carnés qu'ils contiennent. Le véhicule doit servir d'installation d'entreposage provisoire de l'établissement au point de destination. Les normes de construction, d'entretien, de désinfection et de réfrigération et les pratiques de manutention doivent correspondre, d'aussi près qu'il est raisonnablement possible, aux normes que doit respecter une épicerie commerciale bien exploitée.

Les produits réfrigérés ou congelés doivent être livrés conformément aux normes de l'Agence canadienne d'inspections des aliments qui stipulent que les produits congelés doivent être maintenus à une température inférieure ou égale à -18°C et que les produits réfrigérés doivent être maintenus à une température qui ne dépasse pas 4°C et qui n'est pas inférieure à 1°C jusqu'à leur livraison. Tous les produits congelés ou frais qui doivent être conservés en milieu réfrigéré doivent être livrés dans des véhicules réfrigérés et ils ne doivent présenter aucun signe de détérioration.

### **6.3 Emballage**

À moins que des dispositions contraires n'aient été prises au moment de la commande, tous les envois doivent être palettisés et emballés. Il faut veiller à ce qu'aucune condition n'existe permettant une contamination croisée entre les produits alimentaires et les produits non

alimentaires si ces deux types de produits sont transportés ensemble. L'entrepreneur doit également veiller à ce que l'emballage demeure intact et exempt de saleté, de détérioration, de bosses, d'enflures, de fuites et d'infestations de parasites, en plus d'être transporté conformément aux lignes directrices en matière de température établies dans le *Code de pratique de la sécurité alimentaire* et dans les directives de l'ACIA.

Porc, agneau et veau : le carton grand format ne doit pas contenir plus de 22 kg (50 lb).

Les palettes ou les conteneurs d'expédition à retourner seront ramassés par les fournisseurs une fois vidés.

#### **6.4 Année d'emballage et étiquetage**

Tous les emballages doivent porter une date d'emballage ou une date de péremption clairement visible sur chaque boîte ou article. Chaque paquet d'aliment ne contiendra que la récolte de la saison actuelle dans le pays d'origine. Chaque caisse devra arborer à une extrémité le mois et l'année d'emballage en lettres ayant un demi-pouce à un pouce de hauteur.

#### **7.0 Normes de rendement**

Des biens et services de haute qualité, tels que définis dans les spécifications de l'ONGC ou de la LNP et décrits dans le formulaire (PWGSC/TPSGC 942 ou dans un formulaire équivalent du MPO), doivent être fournis durant la période visée par la présente offre à commandes. Le défaut de fournir des biens et services du niveau de qualité défini dans le présent document à plus de deux reprises au cours d'une période de un mois obligera TPSGC à retirer l'autorisation de passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes proposée.

Le premier avis de défaut d'assurer le niveau de service requis sera donné de vive voix et confirmé par écrit. En cas de second avertissement écrit, aucune autre commande ne sera traitée en vertu de l'offre à commandes proposée.

### **LISTE PARTIELLE - CARACTERISTIQUES DU CONSEIL DES NORMES DU GOUVERNEMENT DU CANADA**

#### **Pièce jointe n ° 1 de l'annexe «A»**

Produits en conformité avec l'ONGC:

- |    |                         |   |
|----|-------------------------|---|
| 1. | Spécifications - 32.5M  | - Farine de blé                                     |
| 2. | Spécifications - 32.6M  | - Farines, Spécialité                               |
| 3. | Spécifications - 32.9M  | - les mélanges à gâteau, préparé, complète          |
| 4. | Spécifications - 32.11M | - crêpes et gaufres Mixes                           |
| 5. | Spécifications - 32.13M | - Céréales, petit déjeuner, préparé, prêt-à-manger. |

- |     |                          |   |
|-----|--------------------------|---|
| 6.  | Spécifications - 32.14M  | - céréales, flocons d'avoine  |
| 7.  | Spécifications - 32.15M  | - céréales, blé, cuites   |
| 8.  | Spécifications - 32.16M  | - Produits Pâtes, macaroni, Spaghettini, spaghetti, vermicelles, lasagne, nouilles                  |
| 9.  | Spécifications - 32.17M  | - Riz brun, usiné, étuvé ou précuit   |
| 10. | Spécifications - 32.75M  | - Raccourcir  |
| 11. | Spécifications - 32.76M  | - Huiles végétales  |
| 12. | Spécifications - 32.77M  | - Saindoux  |
| 13. | Spécifications - 32.78M  | - Margarine   |
| 14. | Spécifications - 32.110M | - Café, torréfié et moulu   |
| 15. | Spécifications - 32.113M | - Café instantané   |
| 16. | Spécifications - 32.143M | - Conserves de poisson  |
| 17. | Spécifications - 32.166M | - Lait, condensé ou évaporé   |
| 18. | Spécifications - 32.168M | - Lait, Poudre  |
| 19. | Spécifications - 32.172M | - Produits de fromage et de fromage   |
| 20. | Spécifications - 32.184M | - Oeufs, Shell  |
| 21. | Spécifications - 32.208M | - Maple Syrup aromatisé   |
| 22. | Spécifications - 32.211M | - Mélasse   |
| 23. | Spécifications - 32.212M | - Chocolat  |
| 24. | Spécifications - 32.234M | - garniture pour tarte en conserve  |
| 25. | Spécifications - 32.236M | - Confitures, gelées, marmelades et sauce aux canneberges   |
| 26. | Spécifications - 32.237M | - Beurre d'arachide   |
| 27. | Spécifications - 32.250M | - Fruits et légumes, frais  |
| 28. | Spécifications - 32.252M | - Légumes, déshydratés  |
|     |                          |   |
|     | 29.                      | Spécifications - 32.253M -<br>conserves de fruits ou de légumes et jus en<br>conserve ou réfrigérés |

- |     |                          |   |
|-----|--------------------------|---|
| 30. | Spécifications - 32.254M | - Fruits, légumes et jus, congelés                            |
| 31. | Spécifications - 32.258M | - Tomate Catsup   |
| 32. | Spécifications - 32.262M | - pois et haricots, secs                                      |
| 33. | Spécifications - 32.276M | - Fruits secs   |
| 34. | Spécifications - 32.281M | - Mélanges à soupe déshydratés, instantané et laisser mijoter |
| 35. | Spécifications - 32.283M | - Boissons Poudres, aromatisée aux fruits                     |

**Note :** On peut se procurer les normes de l'Office des normes générales du Canada auprès du Centre des ventes de:

L'ONGC  
Gatineau (Ontario) K1A 1G6

Téléphone : 1-819-956-0425 or 1-800-665-2472  
Télécopieur : 1-819-956-5740

Une collection complète des normes et spécifications de l'Office des normes générales du Canada peut également être consultée aux bibliothèques de dépôt. Pour obtenir des renseignements sur les bibliothèques de dépôt dans le secteur de l'offrant, communiquez avec le Centre des ventes de l'Office des normes générales du Canada.

**CERTIFICATION  
DU BŒUF HACHÉ  
Pièce jointe n ° 3  
de l'annexe «A»**

La certification ci-dessous doit être dûment signée par le représentant autorisé de l'offrant et accompagner tous les envois de bœuf haché.

**« Certifié que le contenu en gras de cet envoi de bœuf haché fourni conformément à l'accord d'offre permanente, a été analysé et ne dépasse pas 19% en gras. »**

**Nom du représentant autorisé**

**Signature du représentant autorisé**

**Date**

**AN  
NE  
XE  
«B»**

## DOCUMENTS DE TRAVAIL - BASE DE PAIEMENT

Période d'Offre à commandes: estimées du 31 Juillet 2014 à 30 Septembre 2014.

Les prix unitaires doivent être en conformité avec la liste de l'initiateur de prix publiée en vigueur au moment de la commande vers le haut (plus ou moins la majoration ou réduction), en dollars canadiens, les produits et les services ou la taxe de vente harmonisée exclues, et sont FOB destination, y compris tous les frais écologie, les dépôts, la livraison, le déchargement et les frais de carburant, les droits de douane canadiens et la taxe d'accise sont également inclus. Des surcharges supplémentaires ne sera pas acceptable.

Si le cas échéant, G.S.T. / H.S.T. sera ajoutée sur une ligne séparée sur les factures et tous résultant de livraison et le déchargement du combustible et les frais seront facturés séparément.

Les offrants sont de fournir une formule de prix vérifiable fixe pour la période de l'offre permanente. Une telle formule sera basé sur les listes de prix actuellement maintenu et régulièrement mis à jour par le fournisseur et doit, aux fins de vérification, être précisément nommée et décrite.

F  
o  
r  
m  
u  
le

d  
e

p  
ri  
x:

Votre nom Liste des Prix / Description :

A. Moins d'un rabais de \_\_\_\_\_%, (considéré comme 0% s'il n'est pas terminé) OU

B. Plus une majoration de \_\_\_\_\_%, (considéré comme 0% s'il n'est pas terminé)

**Le rabais / majoration restera ferme pour la durée de l'offre à commandes, y compris l'option de toutes les périodes si elles étaient exercées.**

O  
f  
f  
r  
e  
s

s  
p  
é  
c  
i  
a  
l  
e  
s  
:

En plus des prix inscrits à l'annexe B, le fournisseur peut offrir des rabais spéciaux à l'occasion de ventes de fin d'année, de surplus de production, de ventes spéciales et de promotions, etc., pour autant que le coût soit inférieur aux prix indiqués à l'annexe B.

**Frais pour les biens  
perdus ou  
endommagés:**

L'Autorité de Call-Up va rembourser l'initiateur de tous perdu ou endommagé des caisses de lait, du pain et racks palettes feuilleté à la fin de la période d'offre à commandes. L'Initiateur prendra fournir à l'Autorité de Call-Up avec un comptage de toutes les caisses, racks et palettes au moment de chaque livraison. L'Autorité de Call-Up va fournir à l'initiateur d'un comptage de tous les retours. Les tarifs pour ces articles demeureront ferme pour la période de l'offre à commandes, y compris toutes les périodes d'option si elle est exercée, et seront facturés séparément en plus du coût de la nourriture comme suit:

1. Firm \_\_\_\_\_ \$ par palette sérialisé (considéré comme 0,00 \$ si elle n'est pas terminée)
2. Firm \_\_\_\_\_ \$ par caisse de lait (considéré comme 0,00 \$ si elle n'est pas terminée)
3. Firm \_\_\_\_\_ \$ par rack pain (considéré comme 0,00 \$ si elle n'est pas terminée)

AN  
NEX  
E  
«C»

ÉVA  
LUA  
TIO  
N

FIN  
ANC  
IÈR  
E

(Aux fins d'évaluation uniquement)



S'il vous plaît voir ci-joint le fichier Excel - intitulé - Annexe «C», l'évaluation financière (à des fins d'évaluation uniquement), qui comprend les éléments suivants:

- a. Viande, poisson et volaille b.
- Légumes congelés c.
- Légumes frais d.
- Produits laitiers e.
- Épices et assaisonnements
- f. Pain, céréales, et pâtes
- g. Épicerie divers
- h. Produits de cuisson
- i. Articles non alimentaires

Les offrants doivent compléter un minimum de quatre-vingt dix (90%) des postes contenues dans huit (8) des neuf (9) listes de produits et un minimum de soixante dix pour cent (70%) des postes figurant dans une (1) des liste de produits identifiés dans le fichier Excel ci-joint, et de s'assurer que le document a été correctement rempli et contient tous les renseignements requis.

Les prix unitaires doivent être en conformité avec la liste de l'initiateur des prix publiés en vigueur le vendredi 15 juin 2012, y compris tous les frais écologie, les dépôts, de livraison, de déchargement et les frais de carburant et l'actualisation approprié ou marque-place conformément à la formule de tarification indiquée dans l'annexe " B ".

Estimées fournies dans le fichier Excel, intitulée annexe «C», l'évaluation financière, c'est dans le seul but d'établir un outil d'évaluation, basé uniquement sur la meilleure estimation et ne reflète en rien les utilisations attendus ou tout engagement de la part de la Couronne.

A  
N  
N  
E  
X

"  
D  
"

#### **ABORIGINAL OPPORTUNITIES CONSIDERATION**

Le pourcentage suivant de réduction supplémentaire pour considération relative aux possibilités pour les Autochtones permet aux soumissionnaires de fournir un engagement de contenu pour les Ententes sur les revendications territoriales globales suivantes qu'ils peuvent appuyer.

**Les certifications suivantes sont optionnels, mais si l'initiateur est en mesure de fournir un engagement du contenu autochtone, les certifications dûment remplis doivent être soumis avec l'offre, pour permettre l'inclusion dans le processus d'évaluation.**

L'entrepreneur a la capacité de recevoir des déductions d'évaluation pour sa soumission en rencontrant les exigences autochtones. **POUR ÉVALUATION UNIQUEMENT**, une réduction de jusqu'à 3% sera prise du prix total de la soumission évaluée basé sur la présentation de preuve que votre organisation ou que le service fourni correspond à des critères de considérations relatives aux possibilités pour les autochtones présentés ci-dessous. (En d'autres mots, votre soumission sera jugée, pour évaluation uniquement, coûter au gouvernement du Canada jusqu'à 3% de moins que votre pris total de soumission évaluée.)

De plus, le soumissionnaire doit fournir une liste des noms des personnes et / ou d'affaires à être utilisés pour chaque Land Accord sur les revendications du soumissionnaire peut prendre en charge complète.

#### **L'ACCORD SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES GLOBALE DES NUNAVUT**

<b>Nunavut Plan de Bénéfices Autochtones</b>	<b>Pourcentage de réduction</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>
<b>Formation:</b> le soumissionnaire a fourni un engagement concernant la formation en cours d'emploi et des programmes d'apprentissage pour les citoyens autochtones Nunavut en vertu de ce contrat.	<b>0.5%</b>		
<b>Programmes de recrutement de Nunavut:</b> comprend un engagement d'utiliser le contenu d'emploi de Nunavut dans l'exécution du travail.	<b>0.5%</b>		
<b>Sous-traitants:</b> initiateur a fourni une entreprise d'un engagement à l'égard de l'utilisation des Nunavut sous-traitants pour l'achat de fournitures et de matériel associé à l'offre à commandes.	<b>0.5%</b>		
<b>MAXIMUM DE POURCENTAGE TOTAL DISPONIBLE</b>	<b>1.5%</b>		

L'entrepreneur certifie que cet engagement de contenu avec Gwich'in dans cette soumission est précis et complet.

(Nom - En majuscules)

(Signature du représentant autorisé de la compagnie)

(Date)

## LISTE DES NUNAVUT EMPLOYÉS

[illegible]

(joindre une page supplémentaire si nécessaire)

## LISTE DES NUNAVUT SOUS-TRAITANCE

[illegible]

(joindre une page supplémentaire si nécessaire)

## ANNEXE “E”

### RAPPORT D’UTILISATION DE L’OFFRE À COMMANDES

## INSTRUCTIONS POUR LA PRÉSENTATION DES DONNÉES RELATIVES À L'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES

Veuillez envoyer par courriel l'information sur l'utilisation pour l'offre à commandes W 8484-158232, pour le ministère de la Défense nationale, à l'adresse suivante : W ST-PA-EDM@pwgsc-tpsgc.gc.ca.

Veuillez utiliser le numéro de l'offre à commandes inscrit à la rubrique Objet et indiquer clairement :

le numéro de l'offre à commandes pour laquelle les données sont présentées;  
la période pendant laquelle les données ont été accumulées (date de début et date de fin);  
le ministère pour lequel l'offre à commandes a été lancée; la date de début et la date de fin de l'offre à commandes; les dépenses totales à ce jour, par ministère.  
(Ajouter des lignes au besoin)

department. (Add lines as necessary)

OFFRE À COMMANDES W8484-158232

Date de début de l'OC (2014-07-31)

Date de fin de l'OC (2014-09-30)

Valeur totale à ce jour(\$)	Valeur totale pour la période visée par le rapport (en \$)	Début de la période visée par le rapport (jj/mm/aaaa) :	Fin de la période visée par le Rapport (jj/mm/aaaa) :
-----------------------------	--	---	---

Numéro de la commande	ARTICLES	Numéro de la Pièce S'il y a lieu	Quantité	Unité de mesure (chacun, litre, etc.)	Date de commande	Date de livraison	Valeur de la commande (TPS et livraison)
-----------------------	----------	----------------------------------	----------	---------------------------------------	------------------	-------------------	--